



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 9 juin 2021

Textes

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz Fall, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo Agba, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- Les 15 membres du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont réunis le 7 juin 2021 et ont reçu un briefing du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSCA Mankeur Ndiaye, sur la République centrafricaine.

A l'issue du briefing, Gert Auväärt, Président du Conseil de sécurité a lu une déclaration à la presse. Dans cette déclaration, le Représentant permanent adjoint de l'Estonie et Président du Conseil de sécurité pour le mois de juin, a indiqué que « Les membres du Conseil de sécurité ont fermement condamné les violations continues des droits de l'homme et les abus et violations du droit international humanitaire en RCA, et ont souligné la nécessité de traduire en justice leurs auteurs. Ils ont invité toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à garantir un accès humanitaire sûr et sans entrave. »

« Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré l'importance d'assurer la mise en œuvre pleine et effective et le respect de l'Accord sur le statut des forces (SOFA). Ils ont également rappelé que les attaques contre les soldats de la paix des Nations Unies peuvent constituer des crimes de guerre. Ils ont invité les autorités centrafricaines, la MINUSCA et toutes les forces présentes sur le terrain à se coordonner et à prendre toutes les mesures appropriées pour renforcer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des Nations Unies. Ils ont réaffirmé leur ferme appui au RSSG Ndiaye et à la MINUSCA dans l'exécution de son mandat. »

« Les membres du Conseil de sécurité ont salué la récente visite conjointe des Nations Unies, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et de l'Union européenne en République centrafricaine. Ils se sont réjouis de la détermination des autorités centrafricaines à s'engager dans un dialogue politique inclusif, tout en renforçant leur coopération avec les partenaires internationaux et régionaux. »

- La mission conjointe a séjourné en République centrafricaine du 02 au 05 juin, dans le cadre d'un dialogue régulier entre les organisations partenaires et la RCA, notamment sur le processus de paix. Elle était composée de l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union Africaine (UA), du Secrétaire général adjoint des

Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, du Commissaire aux Affaires politiques, paix et sécurité de la Commission de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), Mangaral Banté, du Secrétaire général adjoint en charge de la politique de sécurité et de défense commune et de la réponse aux crises du Service européen pour l'action extérieure de l'Union Européenne (UE), Charles Fries et de la Directrice générale Afrique de l'UE, Rita Laranjinha.

Les hauts responsables de l'UA, de la CEEAC, des Nations Unies et de l'UE ont été reçus en audience par le Président de la République, Faustin Archange Touadéra et par le président de l'Assemblée Nationale, et se sont entretenus avec les représentants de partis politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition, avec des membres de la société civile, de la plateforme religieuse, des femmes et des jeunes ainsi qu'avec des diplomates en poste à Bangui.

Dans son communiqué final, la mission conjointe précise qu'il "incombe maintenant au Président réélu et à son prochain gouvernement de relancer le processus politique et la mise en œuvre effective de l'APPR-RCA et mettre en œuvre un agenda de réformes, permettant de relever les défis de la RCA et répondant aux attentes de la population centrafricaine, dans les domaines de la paix et de la réconciliation, de la gouvernance, la lutte contre la corruption, la justice, la réforme du secteur de la sécurité, le développement économique et la création d'emplois pour les jeunes, ainsi que le développement humain avec une attention aux femmes et aux questions de genre."

L'Union africaine, les Nations Unies, la CEEAC et l'Union européenne « appellent également à la reprise d'un dialogue entre les parties, y compris avec les groupes armés ayant renoncé à la violence ou disposés à revenir dans le processus, dans le cadre des mécanismes dédiés de l'Accord de paix. Ils condamnent fermement les violations graves de l'Accord de paix, et appellent les autorités nationales à mener les enquêtes nécessaires afin de traduire devant la justice les auteurs et commanditaires de tels crimes graves qui ne doivent nullement rester impunis.

Les hauts responsables de l'Union africaine, des Nations Unies, de la CEEAC et de l'Union européenne dénoncent avec force les campagnes de désinformation, les discours de haine, et les attaques ciblées contre la MINUSCA et son leadership, ainsi que les autres partenaires internationaux de la République centrafricaine.

Dans leur communiqué, les hauts responsables réitèrent l'engagement de leurs organisations respectives à soutenir les efforts de consolidation de la paix et de la démocratie, ainsi que de promotion des droits de l'homme. Ils appellent l'ensemble des partenaires de la RCA à la coordination et la transparence dans la mise en œuvre de leur soutien dans le pays. Ils rappellent également que l'ensemble de la Communauté internationale doit rester mobilisée et unie dans ce sens et continuer à apporter une réponse urgente et appropriée aux besoins humanitaires pressants des populations centrafricaines et aux efforts de développement durable.

- La MINUSCA condamne avec vigueur les violences perpétrées par les groupes armés de la CPC, notamment les attaques ignobles récentes contre des civils, y compris une mission de religieux, les incendies de véhicules et le recours aux engins explosifs dans certaines parties du territoire. La MINUSCA continuera à exécuter son mandat de protection des populations et de réduction de la présence et la menace des groupes armés, à travers une posture robuste et le dialogue.

- La MINUSCA salue les progrès réalisés dans le cadre du programme national de Désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (PNDDRR) en RCA, marqués par le désarmement et démobilisation de 3023 combattants à ce jour, selon les autorités. La MINUSCA exhorte les groupes armés à rester engagés dans le processus DDR et de poursuivre le désarmement et démobilisation de tous leurs éléments.

Conformément à son mandat, la MINUSCA a largement soutenu l'Unité d'Exécution du PNDDRR pour la mise en œuvre des opérations de désarmement et démobilisation à travers une assistance technique et un appui financier, logistique et sécuritaire, et entend poursuivre son assistance au processus DDR qui est essentiel pour la paix et la stabilité en RCA.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période allant du 1 au 7 juin 2021, la Division des Droits de l'Homme (DDH) de la MINUSCA a documenté 23 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 90 victimes (81 hommes, quatre femmes, une fille, une victime inconnue et trois victimes collectives). La DDH a observé une diminution de 11.53% du nombre d'incidents et une augmentation de 63.63% du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (26 incidents et 55 victimes). La hausse du nombre des victimes s'explique par les arrestations massives et détentions des civiles dans les préfectures de la Ouaka et de la Nana-Gribizi par les FACA/FSI et autres personnels de sécurité qui affecte 54 victimes sur les 90 soit 66.66% de victimes.

Les préfectures les plus touchées sont quatre à savoir la Ouaka (deux incidents avec 34 victimes), la Nana-Gribizi (cinq incidents avec 18 victimes), l'Ouham-Pendé (six incidents avec 14 victimes) et l'Ouham (cinq incidents avec 14 victimes). D'autres allégations d'enlèvement et de disparition sont en cours d'investigation dans la Nana-Gribizi.

Les auteurs présumés sont les groupes armés avec 12 incidents (52.17%) affectant 25 victimes (27.77%) : 3R (six incidents et 11 victimes), MPC/FPRC/Anti-Balakas (deux incidents avec neuf victimes), MPC/FPRC (deux incidents avec trois victimes), UPC (un incident et une victime) et anti-Balakas (un incident et une victime). Les FACA, les FSI et les autres personnels de sécurité sont présumés auteurs de 11 incidents (47.82% du nombre total des incidents) affectant 65 victimes (72.22% du nombre total des victimes).

Les abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés concernent des cas de meurtres (six incidents et neuf victimes), de menace de mort (deux incidents et deux victimes), de blessures (deux incidents et trois victimes), d'atteintes à l'intégrité physique et de traitement cruel (quatre incidents et 16 victimes), de menace à l'intégrité physique (deux incidents et trois victimes), de confiscations de biens (un incident et une victime), d'arrestation et détention arbitraire (quatre incidents et 54 victimes), de privation arbitraire de liberté (un incident avec une victime) et d'attaque contre les humanitaires (un incident et une victime collective).

BUREAUX RÉGIONAUX

- Le bureau de la MINUSCA de Bria a remis aux Forces de sécurité intérieure (FSI) des tentes et un lot d'équipements pour améliorer leurs conditions de logement et de travail. Les tentes font partie d'un projet global de 9.324.000 francs CFA exclusivement comprenant l'électrification de la Gendarmerie et du Commissariat de Bria, la fourniture de matériel de bureau, de kits d'hygiène complets contre la Covid-19 dont 3000 masques, ainsi que l'organisation d'une série de formations destinées à renforcer leurs capacités.
- Le bureau de la MINUSCA a Bria a appuyé les autorités de la Préfecture, notamment le Procureur, le Président du Tribunal et les FSI dans la conduite d'une campagne de sensibilisation sur les procédures pénales et l'accès au système judiciaire. Un total de 118 personnes, dont 29 femmes, ont été sensibilisées à Bria, Ngoubi et Kolaga sur des questions comme les procédures de délivrance d'actes de naissance, la maltraitance des enfants ou les affaires pénales. L'activité a été soutenue par les sections des affaires civiles, justice et affaires pénitentiaires, DDR et UNPOL.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 8 juin 2021:

- Cas accumulés	816
- Cas guéris	787
- Cas actifs	12
- Décès	8

Dans le cadre de la campagne de vaccination, la MINUSCA a déjà vacciné 6917 membres, y compris certains dépendants.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La situation sécuritaire cette semaine a été précaire, ponctuée par une série d'incidents sécuritaires graves ayant provoqué des pertes humaines dans l'ouest et le centre du pays. La Force est préoccupée par la dégradation de la situation sécuritaire globale, avec un retour d'éléments armés dans certaines zones où ils n'avaient plus été observés et la recrudescence des violences en dépit des opérations menées contre eux. Malgré les entraves sérieuses et répétées aux opérations de la Force et les difficultés de coordination avec les FACA, particulièrement dans l'ouest, les casques bleus ont pu mener à bien leurs opérations de sécurisation dans leurs différentes zones de responsabilité. En sus de ces actions qui concourent à assurer la protection physique des populations civiles, une assistance multiforme a pu être apportée à ces dernières dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie.

Dans l'ouest du pays, les affrontements entre FACA et les groupes armés ont provoqué de nombreux déplacements de populations, comme à Nguiabouar où près de 2000 déplacés ont trouvé refuge à proximité de la base temporaire des casques bleus suite à une attaque d'un camp de déplacés par des supposés éléments du 3R et plus de 700 déplacés dans une école à Ndouzou. A Gambia également, un nombre important de personnes a également trouvé refuge près de la base des casques bleus tanzaniens. Dans d'autres localités plus au nord, les éléments des groupes armés continuent de s'adonner à des intimidations violentes et à des vols, ce qui contribue à la dégradation de la situation sécuritaire. La Force a ainsi renforcé son dispositif à Bang, afin d'apaiser les tensions et augmenter sa capacité à protéger les populations civiles.

En réponse à la nouvelle forme de menace que constituent les mines et autre engins explosifs improvisés, les équipes de spécialistes ont procédé à la vérification des axes Bouar-Bocaranga et Baboua-Nguiabouar pour permettre la reprise des activités. Cependant, les difficultés grandissantes de coordination avec les Forces de défense et de sécurité (FDS) se sont parfois soldées par des entraves à la liberté de circulation des forces des Nations unies pourtant consacrées par le SOFA. Un dialogue de haut niveau entre le Commandant de la Force de la MINUSCA et la hiérarchie des FDS est régulièrement maintenu, et porté par le leadership de la Mission afin de remédier à ces difficultés et incompréhensions dans notre intérêt commun pour la paix et la sécurité.

Au centre du pays, la situation a été précaire et c'est dans ce secteur où l'on a noté le plus d'incidents sécuritaires, notamment des violations des droits humains, des cas de vols, de taxations illégales, de violences physiques, d'arrestations et quelques cas de décès. A l'origine de ces incidents, on retrouve les éléments des groupes armés (UPC et ex-Seleka). Les éléments armés ont été signalés à plusieurs endroits où ils avaient érigé des barrières temporaires, entravant les mouvements des populations et commettant des vols à ces points de passage obligés. La Force a ainsi envoyé des patrouilles robustes sur les axes autour de Bambari, Alindao et au nord de Kaga-Bandoro pour mettre fin à ces activités et dissuader leur occurrence. Les patrouilles ont ainsi été renforcées en nombre et en durée.

Il est à noter une recrudescence d'incidents violents à Kaga-Bandoro et Bambari, qui font l'objet de compte rendus vers les autorités compétentes. A Bambari, le camp des personnes déplacées au niveau du quartier élevage a été partiellement détruit à la suite d'un incendie d'origine

indéterminée, fort heureusement aucune victime n'est à déplorer, et les casques bleus sont intervenus à plusieurs reprises pour maîtriser l'incendie.

A l'est, la situation a été également ponctuée d'incidents de même nature que dans le centre. Les groupes armés, UPC et FPRC sont les auteurs principaux des vols, des taxations illégales et autres formes d'atteintes aux droits humains. Des déplacements de populations vers Bria ont été signalés à la suite des actions des supposés éléments armés du FPRC. Les contingents marocains et zambiens ont renforcé les opérations de sécurisation au niveau des zones sud et nord de la région. Des actions similaires ont été entreprises à Bria par le contingent rwandais, qui a également procédé à la reconnaissance de la route reliant Bakouma à Bria en passant par Nzako. Ce périple de plus de trois jours a permis la réparation sommaire de certains points de franchissement mais également l'identification des points de passage difficiles qui devront ultérieurement faire l'objet de travaux pour désenclaver ces localités.

Il est à saluer le travail peu connu des observateurs militaires sur le terrain, qui parcourent des milliers de kilomètres par semaine, pour interagir avec les populations, et servir de jauge pour évaluer la situation sécuritaire sur le terrain. Leur travail, permet, en conjonction avec celui des agents locaux communautaires, d'améliorer le dispositif d'alerte précoce qui permet l'intervention des contingents pour prévenir ou faire cesser les violences.

A Bangui, la situation sécuritaire est relativement calme. Les unités de l'état-major intégré de Bangui ont intensifié les patrouilles de sécurité dans la capitale, seules ou conjointement avec les Forces de sécurité intérieure (FSI).

Au total, 2100 patrouilles de sécurisation, de vérification et de présence ont été effectuées sur l'ensemble du territoire centrafricain au cours de la semaine écoulée.

ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Malgré la situation sécuritaire précaire et son corollaire sur le rythme des opérations, les contingents ont pu exécuter des activités de soutiens aux populations dans plusieurs localités du pays.

A l'ouest, on peut noter l'inauguration d'un puits à Bang ce 03 juin, par le contingent bangladais. Du fait des opérations en cours, l'approvisionnement en eau était devenu un problème pour les populations, le contingent a, sur ses moyens propres, financé le forage et la construction du puits qui bénéficie plus de 50 familles. De leur côté, les casques bleus pakistanais ont réhabilité et équipé le puits de Grivaï d'une pompe manuelle tandis que de l'eau potable a également été distribuée dans différentes localités du pays. Plus à l'est, les casques bleus zambiens ont contribué construit un pont en béton armé à Bria et une maison à Birao, offerte à une famille vulnérable. Les campagnes médicales initiées depuis la mi-mars se poursuivent à Bouar, Bocaranga, Kaga-Bandoro, Bria, Niakary et leurs environs et des centaines de populations ont bénéficiés des soins et de la fourniture de médicaments.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Au sein de la Police MINUSCA, la semaine écoulée a été marquée par diverses activités avec les différents partenaires. Ainsi, le 03 juin le chef du pilier développement UNPOL et ses collaborateurs ont pris part à Bangui, à une réunion avec les partenaires techniques et financiers dont le PNUD, l'EUAM et le Strategic Capacity Group (USA), destinée à relancer le processus de finalisation et d'adoption du Plan quinquennal de formation des Forces de sécurité intérieure (FSI). Ce plan constituera le document de coordination de l'ensemble des initiatives et de renforcement des capacités des FSI dans le domaine de l'acquisition des compétences et des aptitudes professionnelles. Il sera transmis dans les prochains jours, au Ministre de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique pour adoption.

Le 1^{er} juin, l'officier conduite et discipline de la colocation stratégique de UNPOL, a participé au tout premier conseil de discipline à l'Ecole de police de Bangui après 10 ans d'inactivité. Ledit conseil est une preuve palpable des efforts consentis par UNPOL MINUSCA dans le domaine du renforcement des capacités et la réinstauration de la discipline au sein des forces de sécurité intérieures.

En marge de la célébration de la journée internationale des casques bleus le 29 mai dernier, les officiers Unpol sont intervenus le 02 juin au stade 20.000 places dans le cadre d'une rencontre organisée par le Conseil National de la Jeunesse centrafricaine (CNJCA). A cette occasion, et en présence d'une trentaine de présidents de différentes associations universitaires et estudiantines, les officiers de police individuels de la MINUSCA ont abordé le thème de ladite journée - « La voie vers une paix durable : mobiliser le pouvoir de la jeunesse en faveur de la paix et de la sécurité » -, et expliqué le rôle d'UNPOL en terre centrafricaine, l'implication de celle-ci dans la protection des civils, dans la mise en oeuvre de l'accord de paix, les élections, et l'appui au gouvernement centrafricain notamment en matière de recrutement, formation et renforcement de capacité des forces de sécurité intérieure.

RENFORCEMENT DE CAPACITES

Du 3 au 5 juin 2021, s'est déroulée au Camp Izamo et à la base logistique de la MINUSCA à Bangui, deux sessions de formation au profit de 25 agents des FSI. La première formation a porté sur la lutte contre la fraude et le blanchiment d'argent, pendant que la seconde a abordé la question de la police technique et scientifique particulièrement, les gestes et techniques professionnelles d'intervention.

Les modules enseignés ont notamment porté sur la gestion d'une scène de crime, l'audition des suspects, les techniques de fouille, de transition, de menottage et le contrôle d'un individu à bord d'un véhicule. Des exercices pratiques sur le blanchiment, la Fraude et la Corruption ont été réalisés.

Le 07 juin, a démarré à Bangui, un atelier de sensibilisation et de vulgarisation des activités de la réforme des FSI. Organisé par le pilier développement UNPOL, cet atelier de quatre jours vise à donner une visibilité de l'appui fourni par la composante police de la MINUSCA aux FSI dans le cadre de la réforme du secteur de sécurité.

Fin, le 07 juin à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature à Bangui, de la campagne annuelle de mobilisation sociale en appui à la prévention et à la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG). Les équipes UNPOL en colocation à UMIRR ont exhorté les acteurs de la justice à faire preuve de diligence dans le traitement des cas portés à leur connaissance. Ils ont également plaidé pour un certificat médical gratuit pour les victimes.

SUR LE PLAN OPERATIONNEL

Les officiers UNPOL des colocations de Bangui et des secteurs poursuivent les séances de renforcement de capacités au profit des FSI en matière de protection des civils, de promotion de l'État de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'État. C'est ainsi que la semaine précédente, plusieurs thèmes ont été développés parmi lesquels les missions de l'Officier de Police Judiciaire, la différence entre la Police Administrative et la Police Judiciaire, l'abus de confiance et l'escroquerie, la rédaction des procès-verbaux de constatation, la discipline et l'accueil dans les unités.

Parallèlement, les unités de police constituées (FPU) et l'état-major intégré de Bangui (JTFB) poursuivent les patrouilles mixtes pour la sécurisation de la population, conjointement avec les FSI dans certaines localités.

En ce qui concerne les infractions de droit commun, 332 auteurs ont été interpellés cette semaine en RCA. On note, une baisse de 12% du nombre de crimes et délits enregistrée à Bangui passant de 176 infractions la semaine dernière à 155 cette semaine. En province, notamment dans la région centre, il a été enregistré une hausse de 14% de la criminalité, passant de 49 infractions la semaine dernière à 57 cette semaine. Pour la région ouest, on note une hausse de 34% du nombre de crimes et délits qui est passé de 67 infractions la semaine dernière à 90 cette semaine.

Cependant une baisse de 24% de ce nombre a été observée dans la partie est passant de 50 la semaine dernière, à 38 infractions cette semaine.

Le 04 Juin, UNPOL et la section des Affaires Civiles de la MINUSCA, ont animé une séance de sensibilisation sur la gestion des tensions communautaires et le renouement du dialogue post électoral à la Mairie du 7^e arrondissement à Bangui au profit de 40 leaders des quartiers, autorités locales, des jeunes, des femmes et des religieux. UNPOL a présenté un exposé sur la gestion des rumeurs et la désinformation avant d'exhorter l'assistance à se rapprocher davantage des FSI ou à dénoncer toute rumeur en appelant la ligne verte 1325.

Parallèlement, une équipe UNPOL en colocation au Port Fluvial a échangé le 02 Juin 2021 avec les FSI et les agents de Sante et Phytosanitaire en poste au marché Kolongo sur l'importance de la ligne verte 1325, la ligne d'urgence pour tous.

La première unité de Police constituée du Cameroun basée à Bouar dans la Nana-Mambéré a apporté du 03 au 04 juin des soins de santé gratuits à 52 personnes du quartier Haoussa.

Au quartier Bébé-1 de Kaga-Bandoro, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, UNPOL a animé le 03 juin une séance de sensibilisation au profit de quelques jeunes au bord de la rivière Nana.

© SCPI 2021